

LE DEVOIR

Le Devoir

Actualités, vendredi 17 décembre 2010, p. A3

Les ingénieurs du gouvernement du Québec entament une grève des heures supplémentaires

Robert Dutrisac

Québec -- Après neuf mois de discussions, les 1100 ingénieurs du gouvernement du Québec, qui réclament la parité salariale avec les ingénieurs d'Hydro-Québec, ont entamé hier une grève des heures supplémentaires.

Le recours à ce moyen de pression ne devrait cependant pas nuire aux efforts de la sécurité civile alors que l'état d'urgence est décrété en Gaspésie en raison des inondations. «Il n'est pas question pour les ingénieurs du gouvernement de mettre en péril la sécurité du public. Nous sommes ingénieurs avant d'être syndiqués», a fait valoir au Devoir le président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGPQ), Michel Gagnon.

C'est ainsi qu'ils fourniront les services de quatre ingénieurs pour appuyer l'unique ingénieur affecté au «plan national et ministériel de la sécurité civile», a indiqué le chef syndical.

La centaine d'ingénieurs qui font normalement des heures supplémentaires, ajoutant cinq heures à leur semaine de 35 heures, ont arrêté d'en faire, a indiqué Michel Gagnon. «La grève de temps supplémentaire risque d'avoir un effet, mais elle ne mettra pas en danger la population», a-t-il soutenu.

Comme le révélait Le Devoir hier, les ingénieurs d'Hydro-Québec des niveaux II et III au sommet de l'échelle, soit environ la moitié des 1700 ingénieurs syndiqués d'Hydro-Québec, viennent d'obtenir 11,9 % et 12,99 % d'augmentation de salaire en cinq ans, ce qui représente le double des hausses consenties à l'ensemble des employés de l'État, à l'exception des infirmières et de quelques rares enseignants.

Ces augmentations dont ont bénéficié les ingénieurs d'Hydro-Québec creusent encore davantage l'écart qui sépare leurs salaires de ceux des ingénieurs du gouvernement. Cet écart peut varier entre 30 % et 40 %.

Le 30 novembre dernier, la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, a rencontré le président de l'APIGQ. «Elle admet qu'il y a un problème de rémunération, mais ses fonctionnaires ne disent pas la même chose», a-t-il signalé.

En dévoilant sa politique-cadre sur l'informatique la semaine dernière, Michelle Courchesne s'était dite préoccupée par les problèmes qu'éprouve le gouvernement à recruter et à retenir des informaticiens et des ingénieurs. «On va avoir de plus en plus une préoccupation [portant] sur les pénuries et sur les rétentions», a-t-elle signalé mercredi au Devoir.

À l'heure actuelle, le gouvernement ne peut embaucher que des ingénieurs qui sortent de l'université ou qui ont très peu d'expérience, et ce, en raison d'une rémunération qui n'est pas concurrentielle avec les salaires offerts par Hydro-Québec ou encore le secteur privé, a indiqué Michel Gagnon. Bon nombre d'ingénieurs du gouvernement partent à l'âge de 55 ans, âge où ils peuvent toucher leur pension tout en poursuivant leur carrière ailleurs, a-t-il mentionné.

Environ 500 ingénieurs du gouvernement travaillent à Transport Québec, 250 au ministère de l'Environnement et 125 à la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST). On en retrouve 250 autres aux Ressources naturelles, à l'Agriculture, à la Sécurité publique et à la Régie du bâtiment, a signalé le chef syndical.